

Mariig NATIVEL

Après examen des documents en mairie en présence du Commissaire enquêteur à qui j'ai pu poser des questions en direct et faire quelques remarques, voici mes questions et remarques.

On recense 10 arrêtés de catastrophes naturelles ➔ avec ce style : provenance documents

Comment se fait-il ➔ avec ce style mes questions ou remarques.

P1-Note de présentation

P 22 : Entre 1987 et 2012, on recense 10 arrêtés de catastrophes naturelles pour « tempête », « inondation et coulées de boues » et « chocs mécaniques liés à l'action des vagues ».

Comment se fait-il qu'il n'y ait plus d'arrêté de ce type depuis 2012 ? Est-ce parce que les éléments ont été pris dans le document DICRIM en date du 31/05/2016 et qui n'en mentionne pas plus ?

P27 : Débordement de cours d'eau, pour l'aval, la condition retenue est un coefficient de marée de 70, que se passera-t-il en cas de fort coefficient jusqu'à 120 ?

Si au cours de la simulation un des tronçons est submergé, on considère le débit provenant de la surverse comme supérieur au débit de franchissement.

Dictionnaire Larousse : Surverse est un nom féminin qui désigne le produit fin d'une classification hydraulique ou la partie de l'appareil de classification où il s'écoule.

La définition des termes techniques qui ne font pas partie du vocabulaire courant aurait été utile. En effet nous sommes ici dans un paragraphe qui porte sur la submersion marine par franchissement.

Les secteurs soumis au risque de submersion marine par franchissements sont les suivants :

Ploumanac'h (plus particulièrement la plage Saint-Guirec) : 10 tronçons ;

☐ Plages de Trestraou - Trestrignel : 10 tronçons ;

☐ Perros-Guirec : 16 tronçons.

Pourquoi « 16 tronçon à Perros –Guirec » alors qu'en additionnant Ploumanac'h et Trestraou-Trestrignel il y en a déjà 20 ? S'agit-il de la côte vers le port du Linkin ?

P28 : Zone peu ou pas urbanisée ... Les prairies et forêts ... *Sur notre littoral ce sont essentiellement des landes qui sont présentes.*

P37 :

Titre IV - Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde : traite des mesures générales incombant essentiellement aux collectivités, mais également aux particuliers. Elles portent sur la prévention (information préventive, mémoire du risque, ...), la protection (entretien ou réhabilitation des dispositifs de protection existants ou création de nouveaux dispositifs), la sauvegarde (Plan

Communal de Sauvegarde, plans d'alerte et d'évacuation, moyens d'évacuation, retour rapide à la normale après la crise, ...).

Titre V - Mesures de réduction de la vulnérabilité des biens existants : traite des travaux de réduction de la vulnérabilité des occupants et des constructions exposés à des niveaux d'aléas les plus forts. Précise les délais de mise en œuvre de ces prescriptions ainsi que leur caractère obligatoire ou recommandé.

Comment s'assure-t-on que les travaux nécessaires pour mettre en œuvre ces mesures sont bien réalisés et dans les délais impartis pour les particuliers ?

P3- Règlement PPRI-sm

P37 :

Prescriptions concernant la commune :

- alerte : diffusion de messages d'alerte par la commune dans le cadre de son plan communal de sauvegarde (PCS) à destination des occupants des habitations en zones inondables,
- mise à jour du PCS au maximum tous les 5 ans avec 1ère mise à jour dès l'approbation du PPRI-sm,
- réalisation d'un exercice communal de mise en alerte et/ou d'évacuation par les services de la commune (réalisation d'un exercice communal tous les 5 ans).

Comment sont réalisées ces prescriptions ?

Pour les prescriptions suivantes : La mise en œuvre est à la charge du propriétaire ou selon les contrats de délégation ou de gestion qui les lient, du propriétaire, de l'exploitant, ou du gestionnaire dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date d'approbation du présent plan :

- réalisation de diagnostics de vulnérabilité dans les établissements recevant du public des catégories 1 à 4,
- une mise en œuvre des préconisations définies par ce diagnostic du bâti.

Comment sont réalisées ces prescriptions ?

Article V.1.1 – Prescriptions communes à toutes les zones

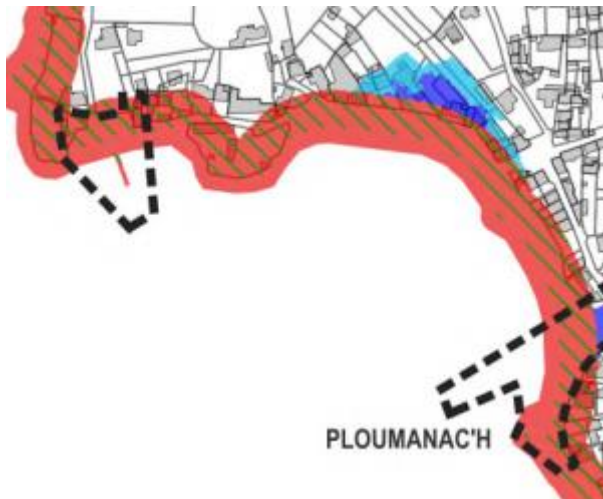
- L'installation de batardeaux sur les ouvrants situés sous le niveau de référence,
- L'installation de clapets anti-retour au droit des points de rejet des réseaux d'assainissement, et l'installation de puisards et de pompes mobiles,
- La mise en place d'un dispositif d'ouverture manuel sur au minimum un ouvrant situé pour tout ou partie sous le niveau de référence,
- La mise hors d'eau par rapport au niveau de référence des dispositifs de comptage de gaz et d'électricité, des dispositifs des tableaux de distribution électrique, organes et postes de commande,
- L'obturation des aérations sous le niveau de référence,

➤ Pour toutes les installations flottantes (cuves, citernes), l'implantation au-dessus du niveau de référence ou, lorsque cela n'est pas envisageable, le lestage et l'ancrage résistant à la pression hydrostatique

Comment s'assure-t-on que ces prescriptions sont bien réalisées chez les particuliers ? Qui assure le suivi ?

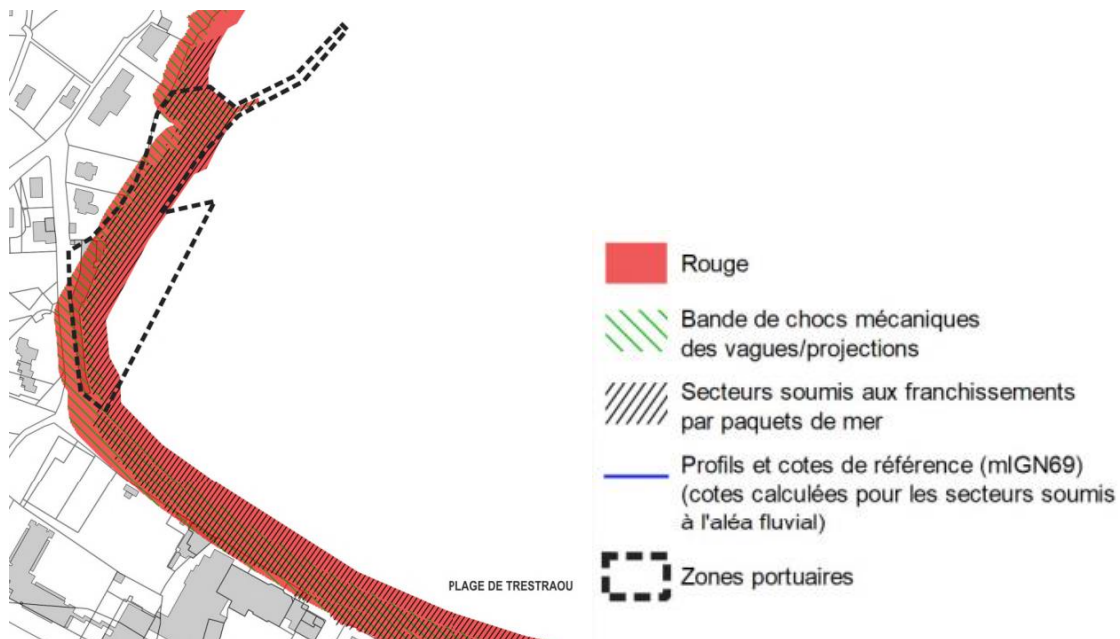
P4- Atlas -2500 règlement-cadastre

Carte 1/7 : Ce secteur du port de Ploumanac'h est assez bien protégée, le zonage rouge et hachuré ne semble pas être fait avec précision.



Carte 4/7 ou Zoom 3/7 : Il est à noter que la zone portuaire est élargie au niveau de la cale de descente à la plage et empiète largement sur la plage, dans la partie sud, elle englobe la zone des cabines de bain qui actuellement n'a qu'une fonction balnéaire. Un projet d'élargissement de 10m de la digue en débordant sur la plage est en cours de réflexion.

*Ce projet d'aménagement conséquent **est déraisonnable compte tenu** des risques mis en lumière dans cette étude, la zone rouge étant référencée en secteurs soumis aux franchissements par paquets de mer et aux chocs mécaniques. Même si le PPRi autorise certains aménagements en zone portuaire, l'abandon de ce projet relève du bon sens.*

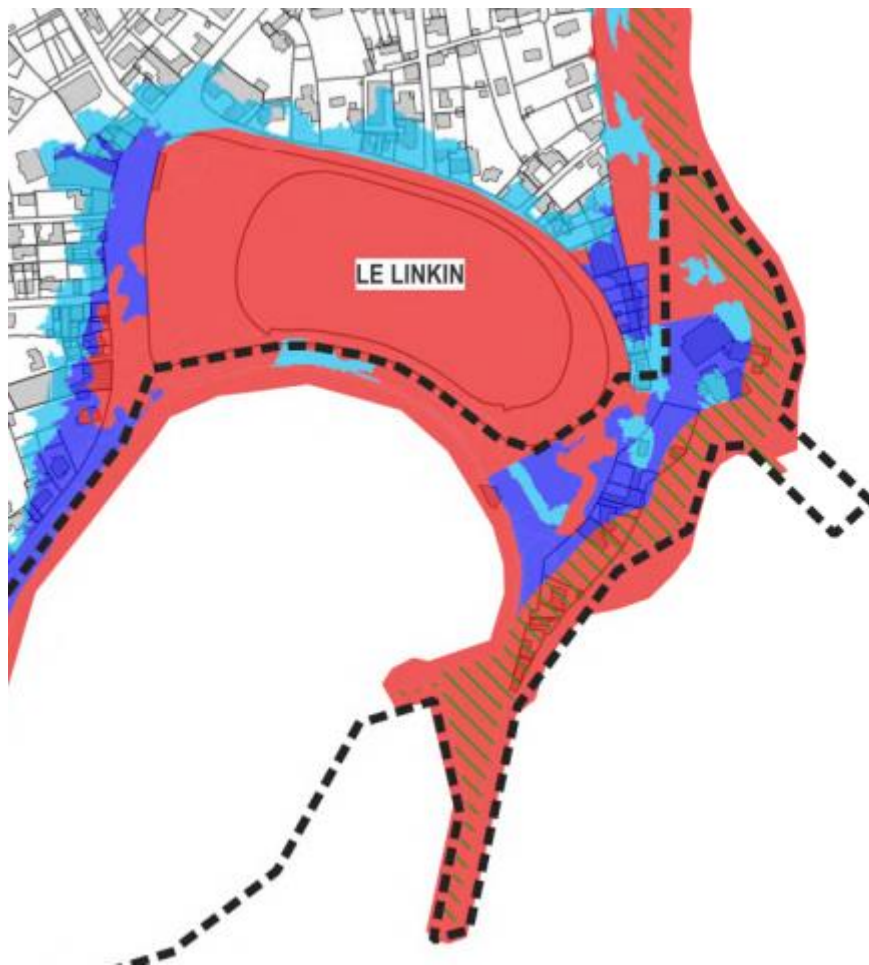


Sont autorisés :

- dans les zones d'activités portuaires (portées sur la carte réglementaire :
 - les remblais uniquement dans le cadre d'un projet particulier d'utilité publique lié à l'activité portuaire (quai supplémentaire, digue, ...),

Carte 6/7 :

De même, dernièrement des travaux d'agrandissement ont été effectués sur les petites maisons de pêcheurs rue de la jetée au port du Linkin. Dans la cadre du PPRI-sm ces agrandissements n'auraient pas pu être accordés. Il faudra maintenant veiller à ce que toute la réglementation de ce Plan soit appliquée.



Et pour conclure, toute la bande rouge le long de la côte qui présente presque partout la même largeur ne semble pas tenir compte en détail de la topographie.